

**Profession de foi collègues enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs
conseil d'administration de l'université de Strasbourg**

"Nos missions, pour notre Université"

soutenue par le SES-CGT, FO-ESR et le SNTRS-CGT

L'exercice de nos métiers d'enseignant.e.s-chercheur.e.s, d'enseignant.e.s ou de chercheur.e.s est devenu une épreuve pour nombre d'entre nous, pourtant tant attachés à ce service public.

Le nombre d'étudiant.e.s n'a cessé de croître depuis la naissance de notre université : 10 000 de plus en 11 ans à l'université de Strasbourg mais près de 150 enseignant.e.s-chercheur.e.s en moins. La crise liée à la pandémie COVID sert d'amplificateur à cette pénurie lancinante de moyens humains et matériels ; la surcharge de travail liée à la réalisation de cours hybrides pour les enseignant.e.s et la nième réorganisation des emplois du temps pour les Biats fait déborder le vase. Le découragement devient monnaie courante, la souffrance au travail le lot commun !

Du côté de la recherche, la situation n'est guère plus brillante. Nos labos manquent de soutien de base. Nous ne recevons d'argent qu'à travers les appels à projets ou presque. Nous ne recrutons plus de titulaires... Nous devenons les contremaîtres d'une armée immense de contractuels !

Dire que nous sommes à Strasbourg, dans un « site d'excellence », lauréat d'un nombre incalculable d'appels à projets du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) !

L'année 2021 risque malheureusement d'être encore plus dure si nous ne faisons rien : Le budget de cette année est en régression en regard de la progression du nombre d'étudiants et des problèmes créés par la COVID : -5% de fonctionnement pour les services centraux et un "plan emploi" particulièrement pauvre en emplois titulaires.

La raison de cette politique est simple : le gouvernement reconduit les budgets 2021 à l'identique de 2020 (hors le financement d'opérations particulières telles que la licence santé). Ceci ne compense toujours pas le Glissement Vieillesse Technicité (qui touche chacun d'entre nous) et s'oppose à toute embauche de fonctionnaires supplémentaires.

Dans le même temps, avec la Loi de Programmation de la Recherche LPR, le gouvernement jette de la poudre aux yeux : derrière des annonces ronflantes sur une priorité financière à la recherche, il n'y a guère de financements, seulement, pour quelques primes et pour l'ANR, qui pour l'essentiel n'arriveront que fin 2021 dans nos laboratoires et notre université. Ces annonces en trompe-l'œil masquent mal la remise en cause de nos statuts, une précarité renforcée et l'attaque contre les libertés universitaires. Elles font une priorité absolue à « l'innovation » au détriment d'une recherche libre. Elles induisent une précarité associée au développement d'une concurrence exacerbée entre nos établissements, nos équipes et nos collègues eux-mêmes.

Cette crise de l'université strasbourgeoise, organisée de longue date, a pour l'essentiel été acceptée docilement par la direction de l'Unistra depuis 2009, quand elle n'a pas été à l'initiative de cette transformation, au nom d'une conception entrepreneuriale de l'université.

Nous voulons faire entendre dans les conseils y compris au Conseil d'Administration une autre voix que celle de la prétendue « excellence » gouvernementale.

Nous voulons contester certains choix politiques et financiers, mais aussi faire des propositions concrètes permettant de rétablir la justice entre les disciplines et de meilleures conditions de travail sur notre site :

- Examiner sérieusement les possibilités de relancer l'emploi titulaire... Pour cela renoncer provisoirement à faire des « bénéfiques », renoncer au financement d'une politique immobilière de prestige au prix de coupures faites sur le fonctionnement et la masse salariale. C'est à l'État d'augmenter notre subvention de service public.
- S'opposer à la confusion entre activités publiques et privées prévues par la Loi de Programmation de la Recherche, c'est défendre une recherche publique pour le bien commun sans conflit d'intérêt et permettant de maintenir une expertise indépendante sur les sujets sociétaux en particulier.

ENSEIGNEMENT

- Faire de la rénovation des amphithéâtres et de l'ouverture de nouvelles salles de cours une des priorités des investissements de l'établissement (p.ex. en Médecine ou au Platane).
- Renforcer le développement des cours en présentiel autant que la situation sanitaire le permettra en mettant sur la table les moyens matériels et humains, en investissant dans des dispositifs techniques permettant l'hybridation effective des cours, de nombreux étudiants ne souhaitant pas revenir sur les sites.
- Refuser les hausses de frais d'inscription concernant les étudiants et développer les dispositifs d'accompagnement aux étudiants en difficulté en sollicitant une véritable concertation avec les enseignant.es pour éviter les situations ubuesques dans lesquelles nous sommes depuis des mois, avec des changements de dispositifs hebdomadaires.

EMPLOIS

- Réduire la précarité de l'emploi pour les enseignant.es et les chercheur.es comme pour les BIATSS et améliorer les conditions de travail des non-titulaires : signature des contrats, paiements des salaires, intégration dans les équipes et reconnaissance du travail.
- Refuser la mise en place des « chaires junior » mais soutenir financièrement tous les MCF et CR nouveaux entrants par une dotation de base garantie.
- Développer le nombre de CRCT (congrés pour recherches ou conversions thématiques) pour permettre aux enseignant.e.s de faire de la recherche à temps plein lors des périodes décisives pour leur recherche et leur carrière.
- Pour compenser les pertes de salaire liées à la stagnation du point d'indice, augmenter de manière générale la prime des enseignant.e.s-chercheur.e.s de façon uniforme, dans le cadre des attributions de l'université, et refuser la généralisation des primes au mérite.

IDEX

- Relancer la recherche et la formation en augmentant la dotation de base aux laboratoires et aux composantes, en réorientant certains crédits IDEX.
- Démocratiser la gestion des choix et des crédits de l'IDEX pour tous les leviers. Cet argent absolument nécessaire est le bien de toute la communauté. Seule une partie du levier recherche et du levier formation est aujourd'hui effectivement débattue par les conseils. Le reste est contrôlé par le comité de pilotage. Nous voulons que les conseils reprennent la main sur l'utilisation de l'ensemble de ces financements.
- Développer un droit de regard des conseils de l'université sur le fonctionnement des Instituts Thématiques Interdisciplinaires (ITI), tant le risque est grand de voir une partie des chercheur.e.s et enseignant.e.s-chercheur.e.s à leur marge sorti.es de tous les appels d'offres.

Pour faire entendre cette voix au Conseil d'Administration et permettre d'autres choix de gestion, nous avons besoin de vos suffrages et de votre participation active à ce que nous tenterons d'impulser.

